

La déferlante des fusions-acquisitions a atteint des niveaux record au 1^{er} semestre

BANQUE

En France, les opérations annoncées au premier semestre 2006 se sont élevées à 110 milliards de dollars au total, ce qui est un record historique. En Europe, la tendance est la même. Et les banquiers d'affaires sont confiants pour l'ensemble de l'année, malgré la volatilité accrue des marchés financiers. BNP Paribas conserve la tête du marché français, et pointe désormais au quatrième rang en Europe.

La déferlante des fusions-acquisitions a atteint des niveaux record au premier semestre

Le montant des fusions et acquisitions a atteint un record historique au premier semestre 2006. En France, les opérations annoncées au cours des six premiers mois de l'année se sont élevées à 110,8 milliards de dollars au total, soit plus de trois fois plus qu'au cours de la même période de l'an dernier (35,9 milliards de dollars), d'après Thomson Financial. Cette vitalité hexagonale a bénéficié au marché européen.

Porté par la France et le Royaume-Uni, le montant des fusions et acquisitions annoncées sur le Vieux Continent s'établit à un sommet historique. A 697,2 milliards de dollars, le montant des opérations annoncées sur le semestre est quasiment équivalent à celui enregistré pour toute l'année 2004 (702 milliards de dollars) ! « Il s'agit du début d'année le plus actif jamais enregistré », estime Thomson Financial.

Tout au long du semestre, les annonces se sont multipliées à un rythme effréné : OPA d'E.ON sur Endesa, de Mittal sur Arcelor, projet de fusion entre Suez et GDF, fusion entre Alcatel et Lucent ou encore le rapprochement entre les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne...

« Les banquiers d'affaires, qui conseillent les entreprises dans ces opérations, sont d'autant plus satisfaits, que le mouvement ne semble pas faiblir. Le marché est toujours très actif en France et en Europe. Nous ne voyons pas de signes de ralentissement. Il ne se passe d'ailleurs pas une semaine sans que deux à trois opérations ne soient annoncées », se réjouit Philippe Meunier, responsable adjoint du « corporate finance » chez BNP Paribas.

Ce dernier a d'autant plus de raisons de se féliciter que BNP Paribas figure à la première

place dans le classement des banques-conseils en fusions et acquisitions en France réalisé à partir des opérations annoncées au premier semestre, et concernant au moins une entreprise française. La banque de Michel Pébereau confirme ainsi son premier rang de 2005, grâce notamment à sa présence sur Suez-Gaz de France et Alcatel-Lucent. Comme au 30 juin 2005, JP Morgan et Morgan Stanley complètent le tiercé de tête.

OPA hostiles en vogue
Sur les six premiers mois de 2006, le classement hexagonal est principalement marqué par la remontée spectaculaire de Lazard, qui passe du dix-septième au septième rang, et la chute non moins notable de Credit Suisse, en recul du quatrième au seizième rang. De son côté, Rothschild progresse de la sixième à la quatrième.

À l'échelle européenne, on retrouve JP Morgan en tête et

Morgan Stanley en troisième position. Le podium étant complété par Citigroup. Mais la grande nouveauté est la percée de BNP Paribas, quatrième, qui devance Goldman Sachs. Société Générale, pour sa part, apparaît au quatorzième rang européen et au onzième rang français, en net redressement par rapport à 2005.

Quelles sont les raisons de l'envolée de l'activité ? Redressées, les entreprises n'hésitent plus à se lancer dans des opérations de fusions et acquisitions. « L'environnement est favorable : la conjoncture est bonne, les entreprises disposent de bilans pour la plupart solides et leurs dirigeants sont d'humeur acheteuse. Quant aux marchés financiers, ils sont très ouverts à des acquisitions si elles ont un réel sens industriel », souligne Jean-Baptiste Charlet, exécutif directeur chez Morgan Stanley.

D'autant que l'environnement concurrentiel pousse à la concentration. « Confrontées à une

concurrence féroce dans tous les secteurs, les entreprises n'ont souvent pas d'autre choix que de grandir pour rester compétitives », explique Arnaud Saint-Mieux, managing director chez Calyon. Or, dans certains secteurs déjà très concentrés, il ne reste plus que quelques grands acteurs.

Dans ce contexte, les entreprises n'ont pas hésité à s'engager au premier semestre dans des opérations de très grande envergure, souvent transfrontalières (voir encadré). Les fonds d'investissement ont également été très actifs, comme l'indique Richard Thil, associé-gérant chez Rothschild.

Autre tendance : cherchant à tout prix à grandir, les entreprises, devenues plus audacieuses, recourent de plus en plus à l'arme de l'OPA hostile. Nombre des opérations annoncées sont hostiles ou « non sollicitées », comme préfèrent généralement les qualifier les

banquiers, qu'il s'agisse de l'OPA initiale de Mittal sur Arcelor ou de celle d'E.ON sur Endesa. Mais l'issue de ces opérations est plus incertaine, de même que celle d'un nombre croissant de transactions (lire ci-dessous). Enfin, la frénésie des fusions-acquisitions a atteint quasiment tous les secteurs, de l'industrie aux télécommunications, de la banque et des médias aux matériaux de construction, même si l'énergie aura sans doute été celui qui aura concentré les plus gros deals.

Optimisme
Cependant, après ce premier semestre très dynamique, la volatilité boursière de ces dernières semaines et la remontée des taux d'intérêt, ne risquent-elles pas de freiner la boulimie des entreprises, qui ont déjà beaucoup dépensé dans des opérations devenues de plus en plus onéreuses ?

Fusions-acquisitions : le classement des banques-conseils au 1^{er} semestre 2006 (*) (par opérations annoncées)

| Etablissement | En France | | Etablissement | En Europe | |
|------------------------|---|-----------------|------------------|---|-----------------|
| | Montant total (en milliards de dollars) | Nombre de deals | | Montant total (en milliards de dollars) | Nombre de deals |
| En France | | | En Europe | | |
| BNP Paribas | 121,86 | 34 | JP Morgan | 325,71 | 96 |
| JP Morgan | 106,89 | 27 | Citigroup | 304,64 | 82 |
| Morgan Stanley | 88,32 | 20 | Morgan Stanley | 296,96 | 88 |
| Rothschild | 83,42 | 45 | BNP Paribas | 280,35 | 51 |
| Merrill Lynch | 82,59 | 17 | Goldman Sachs | 280,03 | 77 |
| Goldman Sachs | 79,88 | 11 | Merrill Lynch | 272,73 | 53 |
| Lazard | 77,90 | 39 | UBS | 245,77 | 80 |
| HSBC Holding | 61,50 | 10 | Deutsche Bank | 229,30 | 70 |
| UBS | 58,97 | 11 | HSBC Holdings | 202,33 | 39 |
| Lehman Brothers | 52,53 | 11 | Rothschild | 201,75 | 132 |
| Société Générale | 51,68 | 12 | Credit Suisse | 169,48 | 62 |
| ABN AMRO | 49,13 | 8 | Lazard | 168,41 | 90 |
| Calyon | 47,04 | 11 | Lehman Brothers | 154,13 | 45 |
| Citigroup | 34,26 | 14 | Société Générale | 109,43 | 23 |
| Banque Paribas Finance | 13,83 | 2 | ABN AMRO | 98,33 | 44 |

Méthodologie

Le classement des banques conseil en fusions et acquisitions en France est basé sur les opérations annoncées au premier semestre 2006, et dont au moins l'une des deux parties est de nationalité française. L'OPA de Mittal sur Arcelor n'y est toutefois pas comptabilisée, Arcelor étant une entreprise de nationalité luxembourgeoise. Cette transaction apparaît donc dans le classement européen.

Ce n'est pas le cas pour le moment, si l'on en croit les banquiers d'affaires. Les uns et les autres affirment continuer de voir affluer de nouveaux projets. « Le second semestre devrait rester dans la lignée de ces derniers mois, en France et en Europe », estime Philippe Meunier, de BNP Paribas. Les raisons de cet optimisme ? Les entreprises affichent toujours une belle santé. « Tant que les fondamentaux économiques restent bons, le ralentissement des marchés actions ne devrait pas décourager les chefs d'entreprise », juge Jean-Baptiste Charlet de chez Morgan Stanley. D'après lui, cette « correction » pourrait même avoir du bon, en permettant d'éviter une surévaluation, ce qui rendrait possibles certaines opérations. Encore faut-il que la correction des marchés boursiers ne s'amplifie pas et que les indicateurs économiques ne se dégradent pas. Au risque d'entamer le moral des chefs d'entreprise.

NATHALIE HALPERN

Lire « Crible » page 43.

Retrouvez les tablos réalisés par Thomson Financial sur www.lesechos.fr/documents